

Déficit budgétaire : les Italiens envoient Juncker se faire tâter chez les Papous

écrit par Christine Tasin | 29 septembre 2018

Il y aura 2,4% de déficit en 2019 en Italie. C'est comme ça, il n'y a rien à discuter.

Di Maio (mouvement 5 étoiles) a obtenu ce qu'il voulait. Et c'était important pour lui, jusqu'à présent c'est Salvini et la Lega qui remportaient tous les suffrages (donnés à 33% pour les prochaines élections, et 30 % pour le Mouvement 5 étoiles). Di Maio trépignait d'imposer sa marque et de participer à l'entreprise de changement pour l'Italie et surtout pour l'Italien moyen. C'est fait.

Ils ont décidé la nuit dernière qu'il n'y aurait pas de réduction des dépenses, au contraire.

Ce n'est pas encore le new deal mais il y a un peu de cela. Du social, encore du social... en direction des Italiens d'abord :

«*Nous ne faisons pas un budget en fonction de ce que pense le commissaire [aux Affaires économiques et financières] Moscovici*», a revendiqué le président du Conseil, Giuseppe Conte, après avoir annoncé un budget qui chiffre 27 milliards d'euros de dépenses supplémentaires. Il prévoit entre autres **une augmentation des dépenses sociales, une réforme du système des retraites et des baisses d'impôts**. «*Nous avons réussi à faire adopter le budget du peuple, qui élimine la pauvreté grâce au revenu de citoyenneté pour lequel nous avons mis sur la table 10 milliards d'euros*», s'est réjoui Luigi Di Maio.

«**Vision à court terme**»

La mesure ne sera pas universelle comme le souhaitait autrefois le M5S mais le revenu de citoyenneté prévoit des allocations de 780 euros par mois pour les 6,5 millions de plus démunis (*lire page 3*). **Huit milliards d'euros seront par ailleurs consacrés à la révision du système de retraite**

et la possibilité de cesser le travail à 62 ans avec trente-huit ans de contributions. La Ligue se félicite pour sa part d'avoir obtenu une réduction des impôts avec l'introduction du principe de la flat tax. Dès l'an prochain, les petites entreprises (soit plus d'un million d'auto-entrepreneurs et d'artisans) ne paieront que 15 % d'impôts. Au passage, le gouvernement a aussi adopté une amnistie pour les contribuables en délicatesse avec le fisc pour des montants inférieurs à 100 000 euros et un plan d'investissements en infrastructures de 15 milliards d'euros supplémentaires.

https://www.liberation.fr/planete/2018/09/28/italie-le-m5s-et-la-ligue-envoient-bouler-bruxelles_1682012

Et, naturellement, Bruxelles hurle, Bruxelles condamne, Bruxelles bredouille... Bruxelles tremble que l'Italie ne sorte carrément de [l'euro](#)...

A Bruxelles, la réponse ne s'est pas fait attendre. *«Faire de la relance quand on a une dette très élevée, cela finit par se retourner contre ceux qui le font»,* a immédiatement mis en garde Pierre Moscovici, qui a parlé d'un budget *«hors des clous»*, qualifié la dette italienne *«d'explosive»* et réfuté les arguments de Di Maio selon lesquels l'Italie ne faisait que suivre la voie de la France d'Emmanuel Macron *«qui prévoit un déficit de 2,8 %»*. *«La dette de la France n'est pas à 132 %»*, a-t-il rétorqué, avant de chercher à calmer les choses : *«Nous n'avons pas intérêt à une crise entre la Commission et l'Italie.»*

Le bras de fer sur les migrants pourrait bien se continuer sur la dette, les finances... et amener Salvini et Di Maio à quitter l'UE :

«Même si l'UE devait recaler notre loi de finances, nous irons de l'avant», a prévenu Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur dont le parti est crédité désormais de 33 % d'intentions de vote, devant le M5S à 30 %. Pour Roberto Castaldi, *«ce sont les Cinq Etoiles qui ont poussé au maximum pour plus de déficit car ils souffrent de l'activisme de Salvini et cherchent à récupérer du consensus sur le dossier social»*. Le politologue constate en outre que *«le gouvernement est aujourd'hui en rupture sur tous les grands sujets avec l'UE, en particulier sur les règles de l'Union économique et monétaire, sur la politique étrangère avec un soutien affiché*

à Donald Trump et plus encore à Vladimir Poutine, et bien sûr sur le dossier migratoire. Rome demande ainsi une réforme du système d'accueil, mais dans le même temps vote contre le projet de révision du traité de Dublin sur les réfugiés».

Reste à savoir si la fuite en avant s'arrêtera au soir des élections européennes ou si la politique du gouvernement Conte marquera un éloignement durable d'un pays fondateur du projet européen.

Et si l'Italie fout le camp, d'autres suivront, inévitablement... Il restera Macron et Merkel, comme deux cons...